



SERIE SOCIO-ÉCONOMIE DE SOLIDARITÉ

Les transformations dans le monde du travail

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - EDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAYER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Les transformations dans le monde du travail »

Ce travail est le résultat de différents espaces de réflexion et d'échange:

- Le forum électronique du chantier "Travail, Emploi";
- La Rencontre de Synthèse, réalisée à Florianopolis, Brésil, du 27 au 29 avril 2001;
- La Rencontre des 15 chantiers du PSES, à Findhorn, du 9 au 15 juin 2001.

En plus de son thème spécifique, notre chantier traitera aussi du syndicalisme et du problème de la gestion urbaine dans la partie finale de l'exposé. La présente synthèse a été rédigée par Armando Melo Lisboa et Claudio Nascimento, avec l'appui de Mauricio Sarda de Faria.



Les transformations dans le monde du travail

Cahier coordonné par Claudio Nascimento,
Armando Melo Lisboa et Mauricio Sarda de Faria



1. Constats et diagnostics

Nous nous trouvons au milieu d'une vaste transformation sociale, en porte-à-faux entre deux modes de civilisations. L'actuelle révolution technologique et des modes d'organisation – et ses répercussions directes sur les multiples formes de production -- constitue l'un des principaux vecteurs de cette "mutation". Cependant, celle-ci ne peut être appréhendée sans les autres dimensions structurelles dont il est impossible de la dissocier: chacune de ces dimensions transforme en même temps qu'elle est transformée. Les changements auxquels nous devons faire face sont profonds et brusques à la fois; d'une part, ils renforcent et décuplent le pouvoir de la logique capitaliste, et d'autre part, ils engendrent des obstacles encore plus insurmontables et provoquent de nouvelles contradictions, qui paradoxalement, permettent d'aller au-delà de ce même mode de vie moderne-industriel-urbain. Loin d'aller dans une même direction, ces transformations prennent des chemins très divers, parfois empruntent des directions totalement opposées. Il n'y a néanmoins aucun doute que le capitalisme a détourné à son profit la troisième révolution technologique (même si au sein de celle-ci germent les embryons d'autres modes de vie possibles), provoquant l'allégresse générale de ses adeptes.

Dans cette transition complexe de mode de civilisation, le monde du travail semble se débattre, aspiré par cette spirale de transformations frénétiques. Quand le réel transforme le solide en éphémère, quand le concept même de travail est en proie à de profondes modifications, au point qu'il en devient aujourd'hui difficile de caractériser la classe ouvrière, tout affaiblie qu'elle soit, qu'est-il possible de distinguer? D'affirmer? Même s'il reste possible d'identifier de grandes lignes structurelles communes, celles-ci ont des effets inégaux sur une formation sociale capitaliste hétérogène, dans laquelle ont toujours coexisté des modes de production différents, répondant à des rythmes historiques distincts. Il ne faut d'ailleurs jamais perdre de vue qu'il existe plusieurs "mondes du travail", profondément différenciés et souvent amalgamés.

De manière parallèle, nous nous trouvons face à un changement de paradigme, qui est en train d'altérer en profondeur notre cosmogonie occidentale, de type dualiste et manichéen. Dans le courant de la pensée sociale, nombreux sont ceux qui reconnaissent qu'il n'y a plus lieu d'affirmer que la polarisation absolue et totalitaire entre capital et travail constitue l'antagonisme qui détermine toute société. C'est là une forme positiviste d'observer le réel. Il ne s'agit pourtant pas non plus d'affirmer qu'il n'existe plus ni classes sociales ni conflits de classes, mais plutôt de comprendre que la vieille interprétation de la société divisée en bourgeois et en travailleurs suffit de moins en moins à comprendre la complexité d'une société, où la nouvelle division du travail augmente le caractère hétérogène de la classe des travailleurs et provoque d'évidents clivages en son sein. Les travailleurs plus qualifiés, même s'ils vendent eux aussi leur force de travail au capital et forment partie de la classe des travailleurs, semblent plutôt être des travailleurs-capitalistes, possédant de profondes affinités avec les propriétaires des moyens de production. Qu'est-ce qui unit les salariés intellectuels, porteurs de connaissances scientifiques, qui sont innovants dans le processus de production, avec les domestiques, les fonctionnaires de l'Etat, les ouvriers, les travailleurs administratifs, les

indépendants, les chômeurs? Il n'existe pas de perspective unique que partageraient ceux et celles qui n'appartiennent pas à la bourgeoisie, en dehors des aspects qui nous divisent tous (la subjectivité, le fossé des générations, le genre, l'ethnie).

Même s'il présente un fort degré de polarisation et un antagonisme très fort, le capital est en soi une relation sociale; il doit donc nécessairement incorporer les travailleurs dans sa logique de valorisation. Même en tenant compte de l'importance de la division du travail et de la surconsommation généralisée, il ne faut pas nier qu'une grande partie de la classe des travailleurs incorpore dans sa subjectivité la logique du productivisme utilitariste. Ceci se perçoit très nettement dans le fait que le processus de travail exige de plus en plus de créativité et d'initiative de la part des travailleurs. Par ailleurs, certains travailleurs spécialisés sont de véritables entrepreneurs dans le sens de Schumpeter. On ne peut ignorer non plus que la pulvérisation de la propriété du capital restructure en profondeur les relations de classe: qu'en est-il alors des fonds de pension des travailleurs et de leur rôle chaque fois plus important dans le contrôle des grandes entreprises capitalistes?

Par ailleurs, reconnaître cette situation n'implique pas que les organisations de la société civile doivent accepter n'importe quelle alliance. Celles-ci doivent continuer à agir avec pour objectif l'émancipation de l'être humain sans abandonner ses principes éthiques, comme par exemple celui de l'intransigeance envers la corruption et la violence. Par ailleurs, s'il est vrai qu'une certaine ambiguïté entoure les grandes transformations du temps présent, malgré tout, le capitalisme est toujours bien vivant et sa dynamique de spoliation et d'aliénation s'accroît toujours un peu plus. Mais ce qu'il faut bien percevoir, c'est que le dualisme de Platon et les vieilles métaphores mécanicistes et cartésiennes ne sont guère adéquates pour comprendre les paramètres qualitativement neufs (de même que le syncrétisme croissant et le multiculturalisme, ainsi que la présence de jeux de coopération où tous sont gagnants) des anciennes confrontations. Il faut toujours se méfier des prétendus universalismes et des totalités abstraites.

On constate partout la substitution du taylorisme-fordisme par des processus flexibles de production (communément appelés "toyotisme" ou "post-fordisme"). De nouvelles logiques d'organisation sous la forme de réseaux d'entreprises agencent les chaînes de production et grâce notamment à leur plus grande capacité à répondre rapidement à un marché de plus en plus vélocité, rend le modèle de l'entreprise intégrée verticalement obsolète.. L'actuelle révolution technologique rend possible la gestion de structures d'entreprises de plus en plus étendues, imposant le format de l'entreprise-réseau. Bien que de façon subordonnée, la tertiarisation répétée ouvre des espaces à l'association des petites et micro-entreprises dans la grande économie globale.

Les nouvelles technologies permettent d'atteindre un seuil inédit dans le développement des forces de production: la production se mondialise, se fragmente entre plusieurs pays. En général, c'est par le terme "mondialisation" (ou globalisation) que l'on désigne cette nouvelle étape d'approfondissement toujours plus important de l'internationalisation du capital. La croissance du commerce entre les entreprises met en évidence cette stratégie des grandes entreprises transnationales L'extraterritorialité, élément historiquement central du capitalisme, s'en trouve renforcé.

Bien que dans l'économie mondialisée le capital financier circule en toute liberté dans des circuits virtuels, la force de travail reste locale. Ce qui n'empêche pas pour autant sa connexion avec le circuit mondialisé de la valeur du travail: par l'intermédiaire d'Internet, la force de travail qualifiée de toute la planète prête ses services directement aux grandes entreprises capitalistes sans avoir besoin d'émigrer de sa ville d'origine. L'économie virtuelle et de l'information empêche les Etats de contrôler les flux économiques mondiaux et estompe les frontières du marché du travail.

Quand on observe l'évolution des catégories socio-professionnelles, on constate qu'il existe des variations significatives, voire contradictoires entre les pays. Mais, dans les grandes lignes, on peut constater l'individualisation et la diversification croissantes des relations du travail, de même que l'incorporation massive des femmes à la force de travail rémunérée. De la même façon qu'autrefois la classe paysanne, le prolétariat industriel est lui aussi en train de disparaître, corroborant ainsi les thèses déjà classiques de Gorz dans "Adieu au prolétariat".

Par ailleurs, s'il existe bel et bien un schéma général de désarticulation de l'emploi lié à l'industrie au profit d'une tertiairisation en hausse, il est possible d'identifier dans les pays du G-7 quatre modèles différents de cette transition:

- i) celui de l'économie des services (Etats-Unis, Royaume Uni et Canada) dont le ressort est l'importance des services liés à la gestion du capital,
- ii) celui de la production industrielle (Japon et Allemagne) où se maintient toujours un niveau élevé de l'emploi industriel, malgré sa diminution, accompagné par une présence importante des services liés à la production (services industriels),
- iii) une position intermédiaire (France) qui combine une économie des services et une base industrielle relativement forte,
- iv) et l'économie basée sur un réseau de petites et moyennes entreprises et une forte présence du travail autonome (Italie).

Mais surtout, c'est un véritable processus de dé-salariatisation qui s'impose dans tous les pays, provoquant la crise de la société fondée sur le travail salarié dans le cadre de contrats à long terme et qui fut à l'origine des mécanismes de sécurité sociale liés à l'emploi. Se développent ainsi un marché du travail à double vitesse et un "secteur flou" entre emploi et chômage, processus que beaucoup appellent la latinoaméricanisation ou brésilianisation de l'économie. Les "îlots" vastement privilégiés au milieu d'une immensité de misère, qui jusqu'ici étaient l'apanage des conditions de vie dans le "Tiers Monde", s'étendent désormais aux pays les plus riches. Bien que la majeure partie de leur population active soit salariée, les économies avancées tendent à se rapprocher des conditions qui caractérisaient le Tiers Monde, où en moyenne à peine un tiers de cette force de travail est incorporée au marché du travail officiel.

Il est possible de voir apparaître, à la fin des années 80, un cadre standard du marché du travail, commun à la plupart des pays. Son centre est composé par les "artisans électroniques" qui, jouissant d'une plus grande autonomie, disposent d'une plus grande sécurité de l'emploi et sont pleinement intégrés au processus de production. Dans sa périphérie, se trouvent deux catégories de travailleurs: ceux qui possèdent des aptitudes faciles à trouver sur le marché de l'emploi; ceux qui exercent une activité à plein temps, sont soumis à la rotation de l'emploi et possèdent peu d'opportunités de faire carrière. Le

deuxième groupe comprend les ouvriers à temps partiel, informels, soumis à une insécurité encore plus importante. La tendance dominante est d'utiliser de plus en plus une force de travail flexible, réduisant ainsi le nombre de travailleurs "centraux."

La réorganisation de la division internationale du travail, qui a suivi l'évolution contemporaine des flux économiques mondiaux et la restructuration du processus de production, augmente les inégalités et fait naître un nouveau modèle de relations dans la production: le capital préfère exploiter le travail humain par l'achat de services plutôt que d'embaucher de la main-d'œuvre ; il augmente ainsi ses revenus. La délocalisation des activités productives transforme les espaces urbains et ruraux, altérant non seulement les relations de travail mais aussi les comportements sociaux, de par la multiplication du travail à distance et à domicile.

Le processus de " planétarisation " contemporain, en affirmant la centralisation du marché mondial, exige non seulement que les sociétés nationales ouvrent leurs marchés intérieurs à la concurrence internationale, mais impose aussi la réforme de l'Etat et sa privatisation, diminuant le rôle de celui-ci en tant que régulateur et maître d'œuvre des politiques de redistribution sociale. La *lean production* engendre la dérèglementation et le démantèlement des lois qui régissent la protection sociale et érodent les structures d'intégration sociale produites par le keynésianisme/fordisme; ce, sans les substituer par des mécanismes équivalents, tendant à rapprocher ainsi les pays les plus industrialisés des pays du Sud, où le système de protection sociale est extrêmement précaire.

La mobilité sans cesse croissante du capital entraîne le recul du mouvement syndical, et les secteurs des travailleurs plus organisés sont contraints d'accepter la détérioration de leurs conditions de travail ; dans le même temps, les conditions d'insécurité augmentent. Bien qu'il se renouvelle sans cesse, le capitalisme n'en conserve pas moins son essence. La capacité de chantage des grandes entreprises n'a jamais été aussi destructrice, limitant radicalement les agissements du mouvement syndical. Pour faire pression sur les syndicats, plus de la moitié des entreprises implantées aux États-Unis menace de délocaliser leur production.

Dans un contexte obéissant à de nouvelles conditions d'oppression et d'exclusion, le défi majeur du syndicalisme est de construire une arche de solidarité plus large, en accord avec cette nouvelle donne, et pour ce faire, réorienter son action qui s'était institutionnalisée et concentrée sur les revendications des travailleurs des corporations professionnelles. Les syndicats restent prisonniers de positions corporatistes "quand l'intérêt des destinataires du bien ou du service est considéré comme moins important que celui de ceux directement impliqués dans la production. Il y a corporatisme quand chaque nouvelle revendication des travailleurs s'ajoute à celles des autres, ou mieux quand chacune exprime un même principe, celui de la précision et la justice de l'action du travailleur, renonçant ainsi à un projet général de société qui constitue plus que la simple somme des projets de chaque secteur particulier." Echapper au piège du corporatisme est un enjeu majeur: bien sûr, nous ne pouvons nier l'existence et l'importance des corporations, mais il ne faut pas non plus réduire la pratique syndicale aux simples intérêts particuliers de celles-ci; bien au contraire, il faut intégrer cette pratique dans une vision globale de socio-économie du travail.

Nous sommes aujourd'hui confrontés au paradoxe de vivre dans une société du travail sans "travail". Société du travail parce que c'est une société construite autour de l'éthique du travail, parce que le travail en est le principe fondamental et organisateur de la vie - nous vivons pour travailler. Les individus acquièrent leur identité sociale grâce à l'exercice d'une profession. Mais, de plus en plus, cette société est une société de travailleurs sans travail : le marché du travail se réduit suite à la diminution de la quantité de travail socialement nécessaire, phénomène dû à la fois à l'apparition de nouveaux cadres d'organisation de la production- tertiarisation, flexibilisation et précarité des relations du travail qui en découlent--, et à l'avènement des nouvelles technologies. Nous assistons, non pas exactement à la disparition du travail, mais à sa mutation. En réalité, il y a encore beaucoup de travail, ce sont les relations entre les entreprises et les travailleurs qui se sont transformées.

Il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau. Le capitalisme n'a jamais produit le plein emploi et a toujours engendré une "surpopulation relative" (l'"armée de réserve", provoquant l'émigration de millions d'individus). La nouveauté réside dans le caractère universel et la puissance de ce phénomène, lequel accentue toujours les tendances à l'exclusion.

Le travail (surtout dans les " pays sous-développés ") n'a pas su non plus être source de citoyenneté pour le travailleur et vecteur d'intégration sociale. Cependant, il ne fait pas de doute que, progressivement, l'emploi stable est perçu comme un privilège destiné à une minorité. Autrement dit, aujourd'hui les ouvriers se rendent compte qu'ils ont plus à perdre que leurs chaînes. Avec l'actuelle restructuration industrielle, certains découvrent que pire que la misère d'être exploité (par les capitalistes), il y a la disgrâce de ne pas être exploité du tout; que pire que la dépendance, il y a l'abandon, l'exclusion. Celui qui reste en dehors du monde de l'emploi et du travail flexible, est-il perdu pour l'économie? Condamné à la misère?

Le processus darwiniste de mondialisation et de restructuration productive, parce qu'il n'inclut que certains segments jugés " compétitifs " dans son espace d'accumulation, s'est montré incapable d'absorber la population croissante comme main-d'œuvre salariée. Ce faisant la polarisation sociale s'est accentuée, aggravant le drame de nos sociétés périphériques. La désorganisation du modèle fordiste a entraîné une précarisation des classes travailleuses et augmenté la tendance à la dualité socio-économique et à la fragmentation sociale, rendant encore plus complexes des sociétés déjà très hétérogènes. Le système économique rejette chaque fois plus de gens, qui perdent leur place et n'ont ensuite plus la perspective d'être absorbés par le système de production. C'est sans doute là la constatation la plus cruelle : la plupart des pauvres qui se retrouvent dans la rue sont là pour y mourir.

Dans ce contexte de transformation, redéfinition et réévaluation du travail, comment le mouvement syndical peut-il contribuer à introduire la solidarité au sein de l'entreprise et dans la société en général? Quel est le rôle des syndicats dans l'articulation d'un monde nouveau? Sommes-nous d'accord pour dire que le mouvement syndical peut représenter un fort soutien aux réseaux de l'économie solidaire et au développement de plates-formes solidaires de l'économie locale?

Les transformations dans le monde du travail et la vie nous amènent aussi à repenser en profondeur le mouvement syndical. Dans quelle perspective? Celle d'un syndicalisme en extension dans la société; un syndicalisme social et plus solidaire, coulé dans le moule de la citoyenneté, aussi bien dans les usines que dans les villes. Un syndicat organique mais aussi citoyen, qui représente les travailleurs et qui soit un mouvement social qui prenne en charge les enjeux du capitalisme comme mode de production et démarche civilisatrice. Intégrant travail et environnement, travail et éducation, travail et féminisme, travail et culture, travail et bien-être, travail et jeunesse, travail et troisième âge.

Ce nouveau syndicalisme demande une union de la conscience ouvrière et de la conscience citoyenne. La citoyenneté en dehors du monde du travail apostrophe le mouvement syndical et lui indique de s'allier avec ces nouvelles forces et ces nouveaux mouvements sociaux. Tout comme la démocratie doit pénétrer dans les lieux de travail, le syndicalisme doit prendre en compte la citoyenneté, l'espace public démocratique et populaire. L'espace privilégié du syndicalisme a été l'entreprise et la profession (le syndicat et la fédération). Aujourd'hui, c'est l'aspect " géographique " du local qui tend à prévaloir. C'est donc là que le syndicalisme doit s'investir : dans le débat démocratique de proximité dans la gestion de la ville, c'est-à-dire, agir au niveau local.

2. Visions et nouveau paradigme

On ne peut plus laisser présupposer une continuité entre le développement des forces productives et leur émancipation. Le temps est révolu où l'on considérait que seule une société hautement industrialisée permettrait la libération des potentialités humaines. Le retour croissant de la dialectique entre économie et culture a, de façon décisive, contribué à l'érosion de la foi des philosophes des Lumières en une modernisation unificatrice, qui résultait d'une vision positiviste du progrès. Giddens et Inglehart, parmi d'autres, ont noté le rôle significatif du bouleversement des valeurs dans les pays les plus riches qui a conduit à cette érosion. L'augmentation du revenu ne contribue pas nécessairement à l'amélioration du bien-être.

Nombre de propositions sont avancées pour vaincre cette crise du point de vue de l'émancipation du plus grand nombre. Allant de la redistribution de l'offre sur le marché du travail (illustrée par la formule "travailler moins afin de travailler tous") en passant par la socialisation du temps libéré grâce aux nouvelles technologies, jusqu'aux propositions d'un droit à l'"allocation universelle" combiné avec la reconnaissance d'activités communautaires, on parle du "troisième secteur de l'économie sociale". Ce secteur développerait, par des activités volontaires, le large volume des services nécessaires à la reproduction de la vie sociale, qui autrefois incombaient à la famille élargie et que les institutions étatiques n'ont pas été capables de reproduire. On peut noter l'exemple du programme de " bourse-école ", une innovation brésilienne. Cependant, pour trouver des solutions à la crise contemporaine allant vers un monde plus humain (établir le nouveau pacte social nécessaire au transfert des gains de productivité des entreprises vers la société), les acteurs sociaux doivent s'organiser, cela ne sera pas possible sans lutte politique (dans le cas contraire, nous serions seulement en train de constater "l'au revoir" au travail et au prolétariat, tandis que le pouvoir des conglomérats continuerait de se renforcer), ni d'ailleurs sans la construction d'un autre imaginaire sociétal. Nous ne réduisons nullement la problématique du sujet à une analyse de la lutte des classes. La construction de sujets politiques passe aussi par la construction d'une contre-hégémonie, d'une culture.

3. Initiatives et innovations

Nombreux sont ceux qui perçoivent dans la crise contemporaine l'occasion d'élargir la notion de travail, de la libérer de son contenu industrielo-productiviste aliénant. Comme le travail fait partie de la vie (et non le contraire), différencier le travail de l'emploi permet de percevoir que, de la même façon que le travail recouvre un domaine plus large que celui du travail rémunéré, le travail est présent non seulement dans la production de biens, mais aussi dans la reproduction de la vie, qui inclut les tâches de reproduction de la société et de la nature. La solution au chômage ne serait pas l'emploi, mais plutôt le travail émancipé sous ses différentes formes. On perçoit la nécessité de rompre le lien entre travail et revenu (compris ici dans le sens du droit à l'accès de chaque personne au flux de richesse produite). Il n'est pas possible de faire dépendre le revenu citoyen de la quantité de travail dont l'économie a besoin. Chercher un emploi (et un salaire) ne devrait plus être le seul but qui donne sens à nos vies.

Nous réaffirmons ce qui a été établi au cours de la Rencontre Latino-américaine de Culture et de Socio-Economie Solidaire (Porto Alegre, 1998): -): "...nous refusons la réduction du travail humain aux seules activités rémunérées par le marché, limitées par un horaire et dans ses engagements, appelées communément emploi. Nous reconnaissons la nécessité de récupérer la racine historique du sens du travail et sa dimension humaine. Nous comprenons ainsi le travail comme toute action et processus transformateur, créatif, libérateur, orienté vers le développement de la personne, de l'Autre et de la société, personnellement et socialement responsable et qui intègre les différentes dimensions de chacun dans sa relation avec lui-même, avec la société et avec la nature."

Pour autant, le débat autour du désordre du travail révèle une récupération intéressante du sens du travail pour l'être humain, permettant que se rompe le charme séducteur du discours sur le temps libre (lequel, sans aucun doute, mérite d'être considéré sérieusement). Les critiques à l'allocation universelle, en particulier, outre qu'elles dénoncent le fait que la garantie de revenu minimum puisse, malgré tout, perpétuer une société à double vitesse, soutiennent aussi que le fait de travailler combat le sentiment d'inutilité et permet à l'être humain de se relier au monde et aux autres, ce qui à son tour contribue à en faire un citoyen. C'est en construisant le monde que nous nous construisons nous-mêmes. Le travail n'est pas une valeur en voie d'extinction: il possède une dimension anthropologique en tant qu'élément constitutif de la condition humaine. Cette réaffirmation de la valeur du travail ne doit pas être confondue avec la glorification calviniste de l'éthique du travail; notamment parce que cette éthique a aujourd'hui perdu une grande partie de sa force de persuasion, surtout sur la jeunesse. Si le travail cesse d'être LE facteur de socialisation, il n'en reste pas moins un facteur d'intégration sociale. La crise du concept moderne de travail (en tant qu'activité sociale différenciée des activités de survie) révèle que cette forme du travail est une création socio-historique consubstantielle de la modernité industrielle et non pas une catégorie ontologique. Bien évidemment, pendant des millénaires l'humanité a vécu sans travail salarié et très longtemps encore elle continuera à vivre sans celui-ci. L'enjeu contemporain consiste à dépasser la société salariale par la

réinvention du travail, ce qui revient à repenser et à élargir le droit du travail et les formes de le récompenser.

La recherche de nouvelles dimensions pour le travail et d'alternatives n'entraîne pas pour autant une abdication de la lutte pour le droit au travail, lequel constitue une dimension fondamentale de la citoyenneté. Dans ce sens, l'indispensable garantie au rendement fondée exclusivement sur la condition de citoyen ne peut devenir effective sans une compensation productive, qui présuppose un engagement professionnel; il existe une attache indissoluble entre le droit au revenu et le droit au travail, sauf dans le cas des personnes du troisième âge et de celles qui ne sont pas en condition de travailler.

De toute façon, les métamorphoses du travail ont permis de rompre certaines pressions conceptuelles qui subordonnaient les discussions sur le travail à celles sur l'emploi, et nous permettent de considérer le thème du travail au-delà de sa condition de simple facteur de production (la force de travail). Nous pouvons affirmer maintenant plus facilement que vendre sa capacité de production au capital n'est pas l'unique manière de gagner sa vie, et mieux évaluer les possibilités présentes dans la matrice des pays périphériques, où grande partie de la population économiquement active n'a jamais travaillé dans le secteur formel.

Dans les pays développés, le démantèlement de l'Etat Providence a provoqué une recherche fiévreuse de nouveaux mécanismes de solidarité. Nous ne pouvons oublier que les défis qui se présentent au pays de la périphérie et de la semi-périphérie sont en partie différents de ceux des pays capitalistes les plus développés. La crise dérivée de la restructuration productive et de la mondialisation économique, pour les pays périphériques, se voit aggravée par l'écroulement simultané du modèle de substitution par les importations. Par ailleurs, comme ces pays n'ont jamais été exactement des sociétés salariales, les chemins qu'ils prennent pour construire la citoyenneté ne peuvent pas être les mêmes que ceux qui se présentent aux sociétés qui ont construit leur base d'intégration sur le travail salarié. Le grand effort pour inventer une nouvelle solidarité envers les peuples du Sud a un tout autre sens; il s'agit tout d'abord de reconnaître ce que les plus pauvres réalisent au quotidien depuis longtemps déjà, puisqu'ils n'ont jamais dépendu du faible Etat Providence.

Dans ces pays, la construction de projets alternatifs exige de considérer avec attention la profonde symbiose qui existe entre l'archaïque et le moderne. Il existe encore au sein des classes moyennes intellectuelles (et des élites en général) des pays périphériques, un préjugé arrogant envers l'archaïque, envers nos populations métisses, indiennes, noires, provinciales (considérées comme exotiques et objets d'étude pour anthropologues). Cette énorme incompréhension dérive, elle aussi, de la distance sociale gigantesque qui sépare au Sud les plus pauvres des classes moyennes universitaires, exacerbée par la prédominance d'une science sociale colonisée, aliénée quant à la réalité qu'elle décrit et sans engagement quant à sa transformation. Éblouis par la déflagration de l'époque des Lumières, nous découvrons, avec surprise quelquefois, les Carolinas de Jesus, les Chico Mendes, Doñas Pureza et Rigoberta Menchú, bien après leur reconnaissance par la communauté internationale, bien entendu.

Nous devons reconnaître que du quotidien des classes populaires émergent non seulement de grands leaders, mais aussi un cercle protecteur d'initiatives économiques autonomes (si nous avons mieux observé la dynamique de la

société brésilienne, nous n'aurions pas besoin aujourd'hui de recourir aux sciences physiques pour comprendre la théorie du chaos et l'émergence de l'ordre à partir du désordre !). Les réseaux informels de solidarité offrent une certaine protection en dehors du marché. Au-dessous du niveau d'eau de la formalité juridique institutionnelle, on trouve bien plus qu'un manque de lois, un territoire grouillant de valeurs et de sociabilité.

On ne peut plus désormais supposer qu'il existe une continuité entre le développement des forces productives et l'émancipation humaine. Si, dans les pays les plus riches, l'augmentation du revenu ne contribue pas nécessairement à l'augmentation du bien-être, dans les autres pays, l'épuisement du modèle fordiste a concordé avec la fin de l'illusion du progrès, et de ses corollaires : "l'emploi" et "le développement". Avec l'érosion de la croyance des Lumières en une modernisation unificatrice qui émane de la marche ascendante de l'histoire, s'écroule la conviction que seule une société hautement industrialisée permet de libérer les potentialités humaines. En fin de compte, qu'est-ce et qu'est-ce que n'est pas le Travail? Quel est son rôle dans la société contemporaine? Ce débat est inépuisable, précisément parce que les transformations dans le monde du travail sont continues; il ne nous appartient pas de donner ici de réponses définitives, mais de désigner les principaux éléments en discussion.

La vision occidentale du travail, qui lie celui-ci à la notion de production, a simplifié le vaste champ de sa compréhension, réduisant la personne humaine et toute la nature à des marchandises. Elle a dévalorisé d'autres formes de travail présentes dans les autres cultures, et a méprisé en général le travail de la femme, de la gestion sociale, des artisans, des poètes et des artistes en général, ainsi que tous les types de travail qui n'ont rien à voir avec la production matérielle.

La richesse est toujours socialement produite, c'est-à-dire qu'elle dépend non seulement des travailleurs directs et indirects engagés dans le processus de production, mais aussi d'un vaste ensemble de facteurs qui motivent, donnent un sens et rendent possible l'effort de ceux qui sont liés au travail considéré comme "productif". L'accès à cette richesse sociale dans d'autres civilisations n'a jamais dépendu uniquement de la mesure de la contribution de chacun au processus de production. L'utilitarisme qui identifie notre civilisation moderne abrutit et appauvrit la majorité de nos peuples et de leurs vies. Ceci est encore plus évident dans le cas de l'absurdité nazie, cas limite de réification de l'être humain où l'accès aux conditions matérielles est subordonné uniquement à l'efficacité que chaque individu possède pour produire ces conditions.

Les transformations civilisationnelles contemporaines nous amènent à remettre en question le caractère central du travail lié à la survie dans notre culture, et à reconnaître que les autres activités humaines ont aussi de la valeur. Nous sommes en train de vivre un processus de "désenchantement du travail"; nous constatons en effet que la dignité humaine est présente dans toutes les tâches multiples qu'effectuent les femmes et les hommes, et pas seulement chez ceux qui, dans le deuxième âge de leur vie, sont insérés dans la division sociale du travail. Que ce soit dans l'enfance ou le troisième âge, dans les activités ludiques, contemplatives ou simplement limitées à la vie végétative, tous les êtres humains possèdent une dignité intrinsèque et le droit de subvenir à leurs besoins: ce n'est pas seulement le travail matériel qui rend l'homme digne. Nous ne devons jamais oublier que nous sommes d'abord des citoyens, et que cette condition sociale est plus vaste que celle de travailleur.

4. Propositions

1. **Ne plus lier l'accès et la participation au processus de production et de création de la société à la stricte participation au monde de l'emploi.** La solution au chômage et à l'exclusion ne serait pas l'emploi, mais bien la rupture entre travail et revenu (compris ici comme le droit d'accès à la richesse qui n'est autre qu'un produit social) La lutte pour la désaliénation du travail, bien qu'étant une condition nécessaire à la construction d'un monde nouveau, se différencie de la lutte pour des mécanismes qui assurent la dignité intrinsèque de tous (elle n'est donc pas une condition suffisante).
2. **Les autres activités humaines, au-delà du travail perçu sous sa forme de salariat, doivent être valorisées en fonction de leur importance pour la vie sociale et sa reproduction.** Les profondes transformations sociétales que nous sommes en train de vivre montrent bien que "le système des salaires ne sert plus à rien pour le travailleur" et signalent aussi que citoyenneté et dignité humaine ne doivent plus dépendre du volume de travail socialement nécessaire (qui diminue dans la mesure où augmente la productivité), et les innombrables autres activités humaines participant de la reproduction de la vie sociale, et pouvant difficilement être considérées comme "travail", comptent également.
3. **Œuvrer pour partager le temps de travail nécessaire, pour que tous travaillent et que tous nous puissions nous consacrer aux tâches supérieures du développement humain.** Les avancées technologiques qui accompagnent la mondialisation ont permis de réduire l'énergie humaine et le temps de travail nécessaires, grâce aux gains de productivité. Il conviendrait que l'ensemble des travailleurs puisse bénéficier de ces gains. Cependant, le capital tend à privatiser ceux-ci à moins de transformer les formes de contrôle et de gestion des biens de production. Démocratiser les gains de productivité, c'est aussi libérer plus de temps pour le développement personnel et créatif de l'être humain.
4. **La construction d'un monde nouveau correspond à la construction d'un imaginaire social, d'une culture et de sujets politiques différents.** Des solutions à la crise contemporaine et l'émergence d'un monde plus humain (dans lequel s'établisse le nouveau pacte social nécessaire au transfert des gains de productivité des grandes entreprises vers la société) ne seront possibles que si les acteurs sociaux s'organisent et entament la lutte politique. La construction d'un imaginaire social alternatif représente une condition incontournable: la construction de sujets politiques est aussi la construction d'une autre culture.
5. **L'économie solidaire constitue l'axe d'une nouvelle perspective de changement social.** L'économie solidaire, parce qu'elle est porteuse d'un autre paradigme de consommation et de production (alternatif par rapport au modèle consumériste et productiviste actuel qui subordonne le travail et le réduit à ne constituer qu'un moyen de reproduction du capital), devient l'axe d'une nouvelle perspective de changement social, perspective dans laquelle la dimension des valeurs joue un rôle fondamental. Il ne

- suffit pas simplement de désigner les “acteurs”, les “leaders”, mais d'affirmer que le changement correspond à un processus organique de transformation. Il ne se restreint pas à, ni ne se concentre sur un seul temps fort.
6. **Construire l'économie solidaire, c'est élaborer un projet politique et pédagogique.** Le fait que tout soit processus n'implique pas que tout arrive spontanément. Il est urgent de construire un projet politique, d'abord et surtout, parce que l'économie solidaire ne s'intéresse pas seulement aux relations économiques. Son élément constitutif est l'apport de la Solidarité: c'est autour de cette dernière que se construit le vaste projet politique de la nouvelle société nationale et globale. L'économie solidaire ne se développe pas de façon automatique et mécanique. Pour devenir un agent de changement, elle doit être construite en tant que force politique et éducative. L'identité solidaire ne se construit activement qu'au sein d'un processus qui est aussi éducatif.
 7. **Construire, à partir du local, un “autre développement” avec des stratégies d'articulation aux niveaux micro, meso et macro.** Le défi consiste à construire et à viabiliser un “autre développement”, à partir du local, en créant des systèmes d'intégration qui accumulent les micro-expériences et en renforçant les contrepouvoirs qui naissent de la base et qui formeront la force sociale de demain, capable de mettre en place et d'universaliser l'économie solidaire. La territorialité permet des liens solides, particulièrement la construction intégrée de “l'environnement de production”. La stratégie de l'économie solidaire consiste à partir des expériences locales et micro-socioéconomiques pour rendre viables progressivement des articulations en réseaux horizontaux – intégrant solidairement les chaînes productives de chaque bien et service -, tout en agissant aux niveaux micro, meso et macro, jusqu'à former un système auto-organisé et alternatif au système dominant.
 8. **Renforcer les actions de “ veille citoyenne”, pour que l'on mette en œuvre et respecte les accords et les politiques en place.** Il faut souligner ici les expériences du Pérou et du Chili. Dans ces pays, la construction d'indicateurs qui évaluent le respect des Droits de l'Homme au sein de l'entreprise, permettent effectivement de vérifier le discours de “l'entreprise-citoyenne”.
 9. **Contrôler et réglementer l'action des entreprises transnationales.** C'est dans cette perspective que s'inscrit un “nouvel internationalisme”. Il s'agit ici du contrôle des activités des entreprises transnationales, en suivant et en réglementant leur comportement en matière de respect du droit du travail et des critères environnementaux dans les différents pays où elles sont implantées.
 10. **Promouvoir des formes directes de participation et de développement autogéré au niveau local: la mise en place du contrôle et de la gestion publics des biens et des services communs à l'humanité.** La citoyenneté dans le monde du travail passe par des instruments avec lesquels les travailleurs peuvent développer la résistance, le contrôle et la gestion de l'organisation du travail (les processus d'autogestion de la production, de la commercialisation et des finances). Au niveau des espaces géopolitiques (dans les zones urbaines et rurales), les citoyens peuvent exercer la

démocratie de forme directe par l'intermédiaire du budget participatif, des forums citoyens, etc. C'est ce que nous appelons la gestion sociale. Par conséquent, le pouvoir au niveau local s'exprime dans un nouvel espace : du monde du travail articulé avec l'espace public urbain et rural. C'est là l'essence de ce qu'on a appelé le "syndicat citoyen".

5. STRATEGIES ET ACTEURS

Les stratégies débattues pour résoudre la crise du point de vue de l'émancipation des majorités sont nombreuses: L'une d'entre elles consiste à *partager le temps de travail nécessaire* pour répondre à l'offre sur le marché du travail capitaliste, illustrée par la formule "travailler moins pour que tous travaillent". Cela correspond à une socialisation des bénéfices de la productivité, générés par les nouvelles technologies, en un partage du temps ainsi libéré. Le *droit à l'allocation universelle* combiné à une reconnaissance des activités communautaires (nous nous référons ici au "tiers secteur" de l'économie sociale qui, par l'intermédiaire d'activités volontaires ou rémunérées, créerait l'énorme volume des services nécessaires à la reproduction de la vie sociale, qui autrefois étaient assurés par la famille élargie et que les institutions de l'Etat n'ont pas été capables de reproduire). Ou encore, l'introduction dans les entreprises privées et publiques du système de *bilan sociétal* et la promotion d'une *éthique d'entreprise* dans la relation avec les travailleurs, l'espace citoyen et l'environnement.

Les secteurs populaires vivent essentiellement des marchés locaux et en marge des grands marchés, malgré les liens de subordination qui existent avec les circuits plus globalisés. Bien qu'il existe de multiples formes d'organisation de l'Economie Populaire (EP) -- de celle fondée sur les liens familiaux, en passant par le travail indépendant, dans de petits bureaux coopératifs jusqu'à des formes plus capitalistes, cette dernière se caractérise par une forte identité issue d'une expérience commune: les personnes au sein de l'EP sont plus liées au Travail qu'au Capital. Il existe dans l'Economie Populaire des embryons de ce qui pourrait être une Economie Solidaire (ES), car dans les pratiques des secteurs populaires, nous retrouvons une rationalité économique fondée sur le travail et la coopération.

Bien que cette identité commune rende le domaine de l'EP extrêmement fertile pour l'éclosion de l'ES), nous ne pouvons restreindre l'ES à ce domaine, car tout ce qui est populaire n'est pas solidaire, et l'on trouve des éléments solidaires dispersés dans l'ensemble de l'espace social, ainsi que dans les domaines mercantiles, industriels et publics. Mais nous ne devons pas oublier que les acteurs populaires, plus que les autres, souhaitent de tous leurs vœux le changement de la société, et sont décisifs quant à la construction d'un autre projet de société.

Notre chantier a introduit au sein de l'Alliance la thématique du Syndicalisme. Sans ignorer la fonction que l'institution syndicale remplit dans la société (centrée sur son rôle de protection sociale des personnes formellement employées), nous faisons nôtre ici la perspective d'un "Syndicat Citoyen", un nouveau syndicalisme, non plus restreint aux relations du travail et au monde de l'entreprise, mais coulé dans le moule de la citoyenneté et de la lutte pour l'autogestion sociale.

Dans cette perspective, le syndicalisme devra passer par de profondes transformations. Face aux enjeux, le syndicalisme doit changer et surtout s'allier avec les forces de la société civile. Face au processus de mondialisation, il doit construire de nouveaux liens de solidarité.

C'est là un nouveau terrain pour le mouvement syndical, qui implique une véritable "révolution culturelle", c'est-à-dire abandonner une certaine conception de la représentation et de la politique d'embauche, qui a été déterminante quand l'objectif central était la conquête du monopole de cette politique par les entreprises. Comment construire une embauche collective qui assume les intérêts des secteurs de la population et des travailleurs "exclus", dans divers domaines: logement, sécurité sociale, revenu minimum, éducation, santé, transport, mineurs, etc.?

Cette révolution dans la culture syndicale corporative implique aussi le changement des formes d'organisation syndicale. Ainsi un syndicalisme structuré en termes d'organisation verticale des branches de la production, peut difficilement représenter, de façon organique ou politique, le monde de ceux qui se trouvent dans le secteur informel, au chômage ou dispersés sur le territoire. Cela exige un saut de qualité énorme, c'est-à-dire, de considérer son organisation au niveau territorial; articuler, et ce à un nouveau palier historique, la dimension du territoire et celle de l'organisation interprofessionnelle. Articuler le "syndicat organique" et le "syndicat citoyen". Organiser le syndicat dans les lieux de travail et les branches de production, mais aussi élargir son mandat politique en relation avec la société en général.

Dans un "syndicalisme d'entreprise", les droits des travailleurs affiliés sont plus importants que ceux des secteurs "exclus" du processus de travail. Au contraire, l'alternative d'un syndicat national englobe les intérêts de nombreux autres secteurs sociaux, et pas seulement des travailleurs. Le point central est la représentativité du syndicat, et la construction d'alliances avec d'autres secteurs de la société pour pouvoir constituer un agent privilégié dans la formation collective d'un projet alternatif. Le thème fondamental est de savoir quel est l'univers que le syndicat doit représenter.

Face à la misère et au chômage en cours, le syndicalisme doit assumer un rôle déterminant dans la relation avec l'Etat, et valoriser le travail au travers de politiques de qualification professionnelle et de nouveaux droits qui permettent la qualification du travail, la création de nouveaux emplois encore "en marge" de l'économie formelle ("Economie Solidaire"), contrôler les processus de formation dans les entreprises et remettre en question le système éducatif en vigueur.

Le syndicalisme requiert de nouvelles stratégies en matière de création d'emplois. La transformation d'une économie d'exclusion et tendant à créer des emplois informels en une "économie solidaire" peut créer des emplois riches et qualifiés, comme, par exemple, la récupération du territoire et de l'environnement, le recyclage des déchets, le service aux personnes, la formation permanente, etc. Ou encore la création de communautés coopératives d'entraide pour les travailleurs. Telles sont les nouvelles frontières du travail.

Cependant nous savons tous que tout cela ne surgira pas de façon spontanée, ni d'ailleurs des politiques des entreprises transnationales: de telles initiatives ne peuvent surgir que de la société civile. Pour autant, elles requièrent l'impulsion de politiques publiques, de la communauté et surtout du syndicalisme pour pouvoir se transformer en une nouvelle forme d'économie et occuper une partie du marché.

Combattre l'hégémonie de l'individualisme sauvage implique construire une culture solidaire, et donc s'ouvrir à un ensemble de nouveaux sujets jusqu'alors étrangers à la culture syndicale. Cette ouverture entraîne le choc de cultures qui ne forment pas partie de l'univers syndical mais qui amènent avec elles de nouvelles valeurs et de nouveaux horizons. Cette forme de solidarité remet en perspective le syndicalisme, comme une nouvelle éthique qui façonnerait l'identité du syndicalisme du XXIème Siècle.

Une nouvelle culture politique passe par la "politisation" du quotidien. La culture est *praxis*, quelque chose d'élémentaire, un "cadre" de production. L'expression "culture politique" indique une relation quotidienne, la façon dont les êtres humains débattent et décident des problèmes qui les touchent. La culture naît des besoins, se nourrit de l'histoire et ne peut être introduite "du haut vers le bas" par les institutions culturelles. C'est une activité vitale de l'esprit et des sens, c'est une capacité humaine.

Le néoindividualisme en vogue est une tentative, réussie, de rétablir l'hégémonie culturelle conservatrice, isolant les principales valeurs émancipatrices de la culture; c'est, en dernière instance, une dépolitisation.

Cependant le syndicalisme agit comme si culture et politique étaient deux mondes séparés. Il n'a pas conscience de son mandat culturel et ne cherche pas à exprimer ses intérêts et besoins au niveau politique, comme moyen d'expression public et collectif. Dans la contre-offensive du capital, le développement de la microélectronique comporte une extension de l'industrie de la conscience, dont on ne peut prévoir avec exactitude les conséquences, surtout en ce qui concerne les changements de mentalités et d'opinion. Celle-ci favorise la désagrégation et la fragmentation de la conscience et du comportement humain.

Dans cette perspective, le syndicalisme ne peut plus continuer dans la ligne d'une politique culturelle traditionnelle. Les syndicats de demain auront devant eux un défi stratégique: développer une sensibilité culturelle qui jouera un rôle décisif au niveau existentiel et politique.

Il est important de promouvoir des formes directes de participation et de développement autogéré au niveau local; et d'établir un contrôle et une gestion publique des biens et services communs à l'humanité.

Historiquement, la citoyenneté sur les lieux de travail tend à l'intégration de l'espace public de la citoyenneté. Par exemple, au début des luttes ouvrières, les grévistes sortaient des usines pour se rendre sur la place (le mot "grève" vient du nom d'une place où les travailleurs se réunissaient pour prendre des décisions collectives). Ainsi ce qui naît à l'intérieur des usines s'achève sur la place publique. Dans l'expérience brésilienne de l'ABCD dans les années 80, les travailleurs sortaient des usines et cherchaient le *Paço Municipal* où ils tentaient d'écrire, avec leurs propres corps, le mot démocratie. Le résultat exprime la situation du Brésil: le mot n'a jamais pu être complété, la répression a été la plus forte, démoc...

Dans cette perspective, la citoyenneté dans le monde du travail (sur les lieux de travail) passe par les OLTS, instruments à travers lesquels les travailleurs peuvent développer la résistance, le contrôle et la gestion de l'organisation du travail. C'est ce que nous appelons le processus d'autogestion de la production. Au niveau des villes, les citoyens exercent la démocratie de forme

directe à travers des instruments comme le budget participatif, les forums citoyens, etc. C'est ce que nous dénommons l'autogestion sociale.

Ainsi le pouvoir au niveau local s'exprime au niveau d'un monde du travail articulé avec l'espace public urbain et rural. C'est là l'essence de ce qu'on appelle le "syndicalisme citoyen".

Enfin, le budget participatif et la collecte d'impôts citoyenne représentent des expériences importantes en matière de gestion démocratique des finances.

Dans les villes des pays sous-développés, le mode particulier d'organisation de l'espace articule les formes les plus variées du capital, du travail et de la technologie. Cette organisation de l'espace urbain se caractérise par l'"espace divisé" en deux circuits de l'économie urbaine: un circuit supérieur qui a son origine directement dans la modernisation technologique où opèrent les monopoles; et un circuit inférieur qui est constitué par toute une multitude d'activités de petite dimension et qui s'enracine au sein des populations pauvres. La relation entre les deux est dialectique, c'est-à-dire que le circuit inférieur est le produit de la logique du circuit supérieur et en même temps, il est l'obstacle à son expansion.

Dans ces villes prolifèrent des zones de résistance où se créent des activités tournées vers les nécessités concrètes et immédiates de survie: les petites entreprises, qui s'occupent d'un circuit de production, distribution et consommation qui loin de l'univers de l'économie rationalisée et informatisée.

En conséquent, il existe d'un côté une économie globalisée produite du haut vers le bas, et de l'autre un secteur où du bas vers le haut, est issu du secteur populaire dans les pays pauvres et des secteurs les moins privilégiés de la société (y compris les immigrants) dans les pays riches.. Cette situation rend possible la formation d'un nouveau domaine en économie: l'"économie solidaire", par l'intermédiaire d'entreprises dirigées par leurs propres travailleurs et de coopératives de production/consommation.

Dans le domaine de l'économie du travail salarié et dépendant, les travailleurs s'organisent sur les lieux de travail; dans le domaine de l'économie solidaire, c'est dans les entreprises autogérées et les coopératives que les travailleurs peuvent expérimenter de nouvelles formes de travail associatif.

De cette manière, dans les villes et par l'intermédiaire du pouvoir local, les citoyens développent leurs organes de démocratie directe (budget participatif, divers forums de participation populaire). Ce processus est déjà en cours au Brésil. Concernant le rapport avec le pouvoir local, l'exemple de Porto Alegre en est une bonne illustration: le budget participatif, composé de seize conseils populaires, est un espace public de prise de décisions, qui se déroule au cours de deux séances plénières (où ont assisté près de deux cents mille personnes, articulant des milliers d'entités; chaque année ces entités mobilisent près de vingt mille personnes). Un autre élément important est le projet "Ciudad Constituyente" qui a déjà organisé deux congrès de planification stratégique de la ville, avec la participation des conseillers du budget participatif et d'autres organisations. Ce sont là diverses formes de construction, dans plusieurs espaces de la société, d'une hégémonie alternative au néolibéralisme.

L'ensemble de ces organisations constituera l'espace public démocratique et populaire ou ce qu'on appelle la sphère publique non-étatique, locale, régionale, nationale et mondiale.



L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXI^{ème} siècle. Les chantiers thématiques

sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collègue,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille- France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter **le site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens -
Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour
Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie
industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel -
Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la
privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfarria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417